














CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**PRESTATION DE MAINTENANCE PREVENTIVE ET
CURATIVE D'EQUIPEMENTS DE ZOOTECHNIE
(unités ventilées, hottes, laveurs, distributeurs de
litières, sas chimiques, armoires ventilées, sas
chimique)**

CNRS OCCITANIE EST
1919 Route de Mende
34293 Montpellier CEDEX 5

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	PRESTATION DE MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE D'EQUIPEMENTS DE ZOOTECHNIE (unités ventilées, hottes, laveurs, sas chimiques, armoires ventilées)
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	3
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	6
2 - Pièces contractuelles	6
3 – Sous-traitance.....	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
4.1 – Mesures de sécurité.....	8
4.2 – Confidentialité.....	8
5 - Protection des données à caractère personnel.....	8
6 - Durée et délais d'exécution	10
6.1 - Durée du contrat	10
6.2 - Reconduction	10
7 - Prix.....	11
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
7.2 - Modalités de variation des prix	11
8 - Garanties Financières	13
9 - Avance	13
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	13
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	14
10 - Modalités de règlement des comptes.....	14
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	14
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	14
10.3 - Délai global de paiement	16
10.4 - Paiement des cotraitants	16
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	16
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	16
12 - Développement durable.....	20
13 - Constatation de l'exécution des prestations	20
13.1 - Vérifications	20
13.2 - Décision après vérification	21
13.3 – Modalités d'échanges en cours d'exécution	21
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	21
15 - Pénalités.....	21
15.1 - Pénalités de retard.....	22
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	22
16 - Assurances	22
17 - Clause de réexamen.....	23
18 – Modifications financières pour circonstances imprévisibles	24
19 – Force majeure.....	24
20 - Résiliation du contrat.....	25
20.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	25
20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	25
21 - Règlement des litiges et langues.....	25
22 - Dérogations.....	26

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ont pour objet la réalisation de prestations de maintenance préventive et curative d'équipements de zootechnie (unités ventilées, hottes, laveurs, distributeurs de litières, armoires ventilées, sas chimique) nécessaires au bon fonctionnement des trois plateaux RAM-iExplore, RAM-PCEA et RAM-ZEFI.

Concernant, le plateau RAM-ZEFI, seule la maintenance préventive sera demandée.

L'accord-cadre porte sur des prestations réglées à prix mixtes.

D'une part, l'accord-cadre comporte des prestations régulières à prix forfaitaires dans le cadre de la maintenance préventive. Ces prestations devront être chiffrées par les soumissionnaires au sein de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

D'autre part, l'accord-cadre comporte des prestations ponctuelles (hors forfait) relatives aux réparations de maintenance curative qui seront réglées par des prix unitaires et qui donneront lieu à l'émission de bons de commandes au fur et à mesure de l'émergence des besoins. Ces prestations devront être chiffrées par les soumissionnaires au sein bordereau de prix unitaire (BPU).

Enfin, un devis exhaustif des pièces d'usure pour la maintenance curative, accompagné d'un coût unitaire pour chaque composant devra être fourni par chaque candidat (ce devis ne sera pas pris en compte dans l'évaluation du critère « Prix »). Ce devis devra être joint en complément du BPU de chaque lot. Ce devis détaillé doit inclure les frais se rapportant à la gestion, la livraison, la mise en place et le fonctionnement des diverses pièces d'usures. L'ensemble de ces frais sont à la charge du titulaire du marché.

Les spécifications techniques attendues sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) à la présente consultation.

Lieux d'exécution :

- Biocampus, Institut de Génomique Fonctionnelle, 141 rue de la Cardonille, 34090 Montpellier
- IGMM, Campus Route de Mende, 1919 route de Mende, 34000 Montpellier

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Maintenance de hottes de change de marque Tecniplast
02	Maintenance de hottes de change de marque Allentown
03	Prestations de maintenance des autres équipements de zootechnie

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

Chaque accord-cadre est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Ils donneront lieu à l'émission de bons de commande pour les prestations ponctuelles (hors forfait).

Chaque accord-cadre comprenant la **maintenance préventive et curative** est conclu sans minimum et avec un maximum fixé-ci pour chaque lot sur la durée totale du marché :

Lots	Montants minimums de commande (en euros HT) sur la durée totale	Montants maximums de commande (en euros HT) sur la durée totale
Lot 1	Sans	708 000
Lot 2	Sans	76 800
Lot 3	Sans	576 000

L'accord-cadre est donc conclu sans minimum et avec un maximum sur la durée totale du marché de **1 360 800 euros HT**.

Le montant prévisionnel de prestations attendues pour **la maintenance préventive sur la durée annuelle** pour **chaque lot de l'accord-cadre est le suivant :**

Lot 1 Hotte de change Tecniplast

- Plateau PCEA : 25 000 € HT
- Plateau Iexplore : 45 000 € HT
- Plateau ZEFL : 15 000€ HT

Lot 2 Hotte de change Allentown

- Plateau PCEA : 1 500 € HT
- Plateau iExplore : 1 500 € HT

Lot 3 Équipements Tecniplast

- Plateau PCEA: 25 000€ HT
- Plateau iExplore : 45 000 € HT
- Plateau ZEFL : 15 000 € HT

Le montant prévisionnel de prestations attendues pour **la maintenance curative sur la durée annuelle** de **chaque lot de l'accord-cadre est le suivant :**

Lot 1 Hotte de change Tecniplast

- Plateau PCEA : 40 000 € HT
- Plateau Iexplore : 20 000 € HT
- Plateau ZEFL : 10 000 € HT

Lot 2 Hotte de change Allentown

- Plateau PCEA : 6 000 € HT
- Plateau iExplore : 6 000 € HT

Lot 3 Équipements Tecniplast

- Plateau PCEA : 15 000 € HT
- Plateau iExplore : 15 000 € HT
- Plateau ZEFL : 10 000 € HT

Ces montants n'ont qu'une valeur indicative qui ne saurait se substituer aux montants maximums indiqués ci-dessus. Cette information ne saurait engager le CNRS et lui être opposable si le montant estimatif des prestations défini par lot n'est pas atteint ou est dépassé dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Pour les prestations forfaitaires faisant l'objet d'une DPGF :

Pour ces prestations, un bon de commande par site sera émis pour la période ferme puis en cas de reconduction pour chaque période reconduite.

Pour les prestations à bons de commande faisant l'objet d'un BPU :

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant par email ou courrier postal. Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourront être honorés par le titulaire.

L'annulation d'une commande est notifiée dans les mêmes conditions.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro de l'accord-cadre ;
- le code division (1648) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

En application de l'article R2162-5 du Code de la Commande Publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

La valeur estimée de ce nouvel accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires est de 1 020 000 € HT.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, propre à chaque lot, daté et signé par le titulaire du marché et le représentant légal de l'acheteur comprenant :

- Annexe n°1, Désignation des co-traitants et répartition des prestations ;
 - Annexe n°2, Décomposition du Prix Global et Forfaire (DPGF) ;
 - Annexe n°3, Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
 - Devis exhaustif des pièces d'usure pour la maintenance curative accompagné d'un coût unitaire pour chaque composant
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe n°1, Liste des équipements lot 1
 - Annexe n°2, Liste des équipements lot 2
 - Annexe n°3, Liste des équipements lot 3
 - Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG FCS étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent marché mais chaque titulaire peut le consulter sur le site Internet suivant :
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
 - Le mémoire technique du titulaire ;
 - Les éventuels actes de sous-traitance ;
 - Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du présent accord-cadre listées ci-dessus, la documentation de rang supérieur prévaut pour l'obligation en cause dans l'ordre dans lequel ces pièces sont énumérées.

NB : Seul l'acte d'engagement sera signé par les deux parties, contractualisant ainsi ses annexes et toutes les autres pièces contractuelles énumérées ci-dessus.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s)-tarif(s) du titulaire ou dans une documentation quelconque fournie par le candidat et contraire aux dispositions des autres pièces contractuelles, est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du titulaire sont concernées par cette disposition. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix M0.

3 – Sous-traitance

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Elle est régie par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent (voir le document annexé à l'acte d'engagement de la présente consultation).

Le titulaire du marché peut également déclarer un sous-traitant en cours d'exécution du marché selon les modalités fixées dans le Code de la commande publique.

NB : Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture (services ou travaux de pose ou d'installation).

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

4.1 – Mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

4.2 – Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur communiquera au titulaire toutes les procédures d'accès aux locaux et aux installations nécessaires à la réalisation des prestations. Le personnel du titulaire ainsi que ses sous-traitants éventuels se conformeront également à respecter les obligations d'hygiène, de sécurité et de confidentialité applicables dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent accord-cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Obligation du sous-traitant

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables. »

Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la notification du marché.

La date de notification est la date de réception de la copie de l'acte d'engagement signé des deux parties au Titulaire.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à **3**. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Enfin, le titulaire devra organiser un planning de maintenance. Ce planning devra être respecté et exécuté durant l'année d'exécution du contrat afin de réaliser les prestations demandées. Il est demandé au titulaire de remettre un planning d'exécution de maintenance préventive un mois après la notification de l'accord-cadre.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prestations régulières de maintenance préventive, quelles que soient les quantités réellement livrées ou exécutées, sont réglées par des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans la Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire pour les trois plateaux appartenant au CNRS sur Montpellier. Le prix est global, forfaitaire et annuel pour l'ensemble des prestations de maintenance décrites dans le CCTP.

Les prestations ponctuelles de maintenance curative sont réglées par des prix unitaires dont le libellé est donné dans le Bordereau des Prix Unitaires. Ces prestations donneront lieu à l'émission de bons de commande.

En complément des Bordereaux des Prix Unitaires des lots 1,2,3, les candidats sont invités à déposer **un devis exhaustif des pièces d'usure pour la maintenance curative, accompagné d'un coût unitaire pour chaque composant** (ce devis ne sera pas pris en compte dans l'évaluation du critère « Prix »).

Les frais de livraison pour les prestations régulières de maintenance préventive et les frais de livraison pour les prestations ponctuelles de maintenance curative sont fixes et franco de port et incombent au titulaire du marché. Lorsque le titulaire soumettra le devis de toutes les pièces d'usure pour la maintenance curative, il sera également tenu de couvrir ces frais de livraison.

Sont applicables les dispositions de l'article 10 du CCAG-FCS.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes sujétions nécessaires à la réalisation complète des prestations (ex : salaires, heures supplémentaires, déplacement, (frais de port) transport, matériel, charges sociales et fiscales, frais généraux, frais de logistique, frais de réalisation matérielle de supports dont les frais de reprographie nécessaires à l'exécution des prestations, etc.).

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

REVISION DES PRESTATIONS REGLEES PAR DES PRIX FORFAITAIRES (sur DPGF)

Pour chaque lot, les prix seront révisés **une fois par an**, à la fin de la première période annuelle suivant la date de notification du marché pour la première révision, et un an après la première révision pour les révisions suivantes.

La révision s'effectue par application de la formule suivante :

$$Cn = (ICHT-M (n) / ICHT-M(o))$$

Avec :

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ICHT-M « Activités spécialisées, scientifiques et techniques » (code identifiant INSEE 001565195).

REVISION DES PRESTATIONS REGLEES PAR DES PRIX UNITAIRES (sur BPU)

Le bordereau des prix unitaires, pour chaque lot, peut être révisé **une fois par an**, à la fin de la première période annuelle suivant la date de notification du marché pour la première révision, et un an après la première révision pour les révisions suivantes.

La révision s'effectue par application de la formule suivante :

$$Cn = (ICHT IME (n) / ICHT- IME(o))$$

Avec :

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ICHT IME « indice du coût horaire de travail Industrie Mécaniques et Électrique, charges sociales comprises » (code identifiant INSEE 001565183).

REVISION DU DEVIS ETABLI PAR LE TITULAIRE CONCERNANT LES PIECES D'USURE DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE CURATIVE

Les prix déterminés dans les conditions fixées ci-avant sont révisés à la hausse comme à la baisse annuellement, à la date anniversaire du présent accord-cadre, par référence à l'évolution du tarif public du titulaire.

Par « tarif public du titulaire », le CNRS comprend les tarifs appliqués aux structures de même ampleur.

La demande de révision du titulaire doit parvenir au CNRS au minimum trois (3) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, par e-mail avec accusé de réception envoyé au représentant du pouvoir adjudicateur aux adresses suivantes : dr13-exemarche@cnrs.fr, en mettant en copie achatdr13@dr13.cnrs.fr.

Les documents suivants devront parvenir au CNRS dans le cadre de la présente demande de révision :

- Le barème appliqué à l'ensemble de la clientèle du titulaire, daté et numéroté.
- L'ensemble des barèmes successifs pratiqués par le titulaire depuis la notification du marché.

Le CNRS dispose d'un délai de **deux (2) mois** à compter de la réception des nouveaux tarifs pour faire part au titulaire de son éventuel désaccord.

Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas envoyé son prix révisé dans le délai contractuel ainsi défini, les tarifs applicables de l'année précédentes seront reconduits.

En cas d'absence de réponse de la part du CNRS, le titulaire doit considérer que ses nouveaux tarifs sont refusés.

Accès indices :

INSEE : <https://www.insee.fr/fr/information>

LE MONITEUR : <http://services.lemoniteur.fr/indices-index>

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la valeur d'indice publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Le titulaire joindra une copie du tableau de calcul de la révision faisant apparaître les indices appliqués.

Les tarifs révisés et les justificatifs sont adressés par le titulaire au CNRS, par courriel à l'adresse suivant : dr13-exemarche@cnrs.fr. Il convient de mettre en copie l'adresse suivante : achatsdr13@dr13.cnrs.fr.

Dans le cas où cette révision bouleverserait l'économie générale du marché telle qu'elle est établie à la date de signature de ce dernier, les parties conviennent de se rencontrer pour étudier les conditions de poursuite du marché.

Clause butoir : L'établissement se réserve le droit de limiter l'augmentation moyenne des prix HT à 5% par an.

Clause de sauvegarde : l'Etablissement bénéficiaire se réserve le droit de résilier, conformément et dans les conditions prévues dans le présent document, la partie non exécutée de l'accord-cadre, à la date du changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation moyenne des prix HT de plus de 5% par an.

Sans proposition de la part du titulaire trois mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre, les prix demeureront inchangés.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code, le taux minimal de l'avance est porté à 10% pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat (hors établissements publics de santé) et les collectivités territoriales, leurs établissements publics et les groupements, dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

Les informations à faire figurer également dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720)
- Le code service exécutant mentionné sur le bon de commande de l'entité CNRS facturée (UMR5175)

- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (ex : 0613L00000)

Les factures sont établies et payées en « euros ».

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le **portail de facturation Chorus Pro** (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Vous retrouverez un guide d'utilisation de Chorus Pro afin de déposer les factures au lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>.

A votre disposition également une plaquette d'information Chorus Pro au lien suivant : <https://www.dgdr.cnrs.fr/dcif/Facturation-electronique/default.htm>.

Seront déduites le cas échéant les pénalités prévues dans le CCAP.

- **Régime des paiements :**

Les modalités de règlement sont définies à l'article 11 du CCAG-FCS.

- **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le Bénéficiaire ou à compter de la date d'admission définitive des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Une suspension du délai de paiement peut être prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du Titulaire, signifiée par le Bénéficiaire concerné par courrier recommandé avec avis de réception postal ou par télécopie.

En cas de dépassement du délai de paiement, le pouvoir adjudicateur s'engage à verser au Titulaire des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

- **Autres conditions de règlement :**

Les dispositions complémentaires s'appliquent pour le paiement des cotraitants et des sous-traitants :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Le titulaire du marché est réputé, avant la signature du marché, avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

Le titulaire du marché reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des pièces constitutives du marché et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations à réaliser.

En cours d'exécution, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces de l'accord-cadre pour refuser l'exécution des prestations ou pour remettre en cause les conditions de délai ou de prix.

Le titulaire doit, dans l'exécution des prestations, respecter toute réglementation applicable à ces prestations, alors même que cette réglementation n'est pas visée dans les pièces contractuelles.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute, pour partie, au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Concernant l'ensemble des lots, les inscriptions sur les emballages livrés au titre du marché subséquent doivent être libellées en français, en application de la loi n°94-665 du 4 août 1994 et sa circulaire du 19 mars 1996, publiée au Journal Officiel du 20 mars 1996.

Les livraisons doivent être effectuées aux heures d'ouverture et au lieu indiqué dans le bon de commande.

Les emballages et les modalités de transport font l'objet d'une attention particulière en matière de respect de l'environnement.

En application de l'article 20.3 du CCAG-FCS, les prix étant établis franco de port et d'emballage pour une livraison sur site, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination des matériels incombent au titulaire.

Conditions de livraison :

Le titulaire prend contact avec le destinataire de la commande, tel qu'indiqué dans le bon de commande, afin de convenir avec lui d'une date et d'une heure précises de livraison. La livraison a lieu du lundi au vendredi entre 9h00 - 12h00, sauf autorisation expresse du destinataire de la commande.

Bon de livraison

Par dérogation à l'article 21.2 du CCAG-FCS, les fournitures doivent être accompagnées d'un bon de livraison qui indique :

- la référence de l'accord-cadre;
- les caractéristiques essentielles des produits ;
- les quantités livrées ;
- l'identification du titulaire du marché ;
- la date et la ou les adresse(s) de livraison ;
- la désignation du ou des destinataire(s) de la commande ;
- le nom et la qualité du ou des signataire(s) / valideur(s) du bon de commande ;
- le numéro du bon de commande de l'établissement ;
- la désignation des produits, les quantités commandées ;
- la référence commerciale des produits ;
- le prix déterminé dans les conditions fixées par le présent document.

Etiquette d'identification des colis

Chaque colis porte une étiquette comportant les éléments suivants *a minima* :

- l'identité du titulaire ;
- le destinataire de la commande ;
- le numéro de bon de commande établissement.

Bon de transport

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de transport comportant les éléments suivants :

- Identité de la personne qui réceptionne la ou les marchandise(s) ;
- Horodatage ;

- Réserves émises.

Tous les frais et les risques relatifs au transport jusqu'au lieu de livraison dont les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement ainsi que les assurances, les éventuelles taxes de douanes et les coûts de transitaires sont à la charge exclusive et de la responsabilité du Titulaire du marché.

Au cas où un produit se révélerait défectueux ou inutilisable, le titulaire devra en assurer le remplacement sous 30 jours après mise en demeure écrite du CNRS.

Notification d'une décision/observation/information par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé de réaliser les prestations.

Mise à jour de la liste nominative du personnel :

Le titulaire est tenu de mettre à jour régulièrement la liste nominative du personnel affecté à l'exécution des prestations. Dès qu'une mise à jour a lieu, il est tenu d'en informer immédiatement le CNRS.

Avant la fin de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de communiquer au CNRS la dernière liste mise à jour, s'il en fait la demande.

Zone à Régime restrictif :

Le plateau PCEA est situé en Zone à Régime Restrictif (ZRR). Les agents ainsi que les remplaçants et personnels d'astreinte devant pénétrer dans ces laboratoires devront être déclarés auprès de l'acheteur minimum 2 mois avant leur prise de fonction.

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS (<http://www.dgdr.cnrs.fr/fsd/>).

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;

- titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet des marchés subséquents.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre des marchés subséquents.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues à l'article 3 du présent CCAP.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent Accord-cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités l'Accord-cadre et les marchés subséquents, aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire participant aux prestations du présent Accord-cadre et de ses marchés subséquents ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution de l'Accord-cadre et de ses marchés subséquents, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent Accord-cadre et ses marchés subséquents.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent Accord-cadre et de ses marchés subséquents. L'exécution de l'Accord-cadre et de ses marchés subséquents peut conduire le Titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du Service contractant, de tout élément connu dans le cadre du présent Accord-cadre et de ses marchés subséquents, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent marché.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner la résiliation sans indemnité de l'Accord-cadre et de ses marchés subséquents à ses torts.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation de l'Accord-cadre et de ses marchés subséquents sont restitués au CNRS.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration de l'Accord-cadre.

Exécution aux frais et risques du titulaire :

En cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du marché, cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement, le CNRS peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le Marché.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'exécution aux frais et risques du titulaire par un tiers s'applique également en cas de résiliation au tort du titulaire sous réserve de sa mention expresse dans la décision de résiliation par le CNRS.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit néanmoins fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du Marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le CNRS.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du Marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

12 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Le responsable du CNRS ou son représentant pourra, à tout moment, et sans en référer préalablement au prestataire, procéder à tous les contrôles qu'il jugera nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations avec les clauses du marché.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-FCS, les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples au moment de la mise en service, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, il s'agira de vérifier les éléments suivants :

- La remise en service dans le cadre de la maintenance curative.

- La pérennisation des performances dans le cadre de la maintenance préventive.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification quantitative et qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

L'« admission » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserves, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut attestation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Les « réserves » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

L'« ajournement » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui a émis des réserves, mais qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire.

La « réfaction » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Le « rejet » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

Il est précisé que lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet total notamment dans les cas suivants :

Le cas échéant, le titulaire s'engage à recommencer la prestation rejetée à ses frais dans les conditions définies expressément par l'acheteur au sein du CCAP.

Le titulaire disposerait alors d'un délai de **15 jours** pour réaliser à nouveau la prestation.

13.3 – Modalités d'échanges en cours d'exécution

Les échanges intervenants entre le CNRS et le titulaire en cours d'exécution du marché, ainsi que la transmission de documents tels que les ordres de service, les bons de commande ou encore les modifications (avenants notamment), pourront se faire par voie dématérialisée via le profil acheteur PLACE.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

Le CNRS se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités en cas de non-respect des clauses de l'accord-cadre pour les lots 1,2,3.

Par dérogation à l'article 14.1.1 au CCAG-FCS, toutes les pénalités sont cumulables entre elles (dès lors qu'elles s'appliquent pour des motifs différents) et applicables sans mise en demeure préalable, par simple écrit adressé au titulaire, du seul fait de la constatation du non-respect des obligations prévues à l'accord-cadre.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement des dites pénalités.

L'application des pénalités est sans préjudice de l'exercice par le CNRS de tout autre droit et action en responsabilité, y compris son droit de résiliation ou d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, chaque année le montant des pénalités est plafonné à 10 % du montant forfaitaire annuel.

15.1 - Pénalités de retard

Avant application de cette pénalité, un délai de 4 semaines peut être accordé, à condition que le titulaire avertisse le CNRS par écrit (e-mail ou courrier recommandé) **sous quinzaine**.

Les cas de retards concernés sont les suivants :

- Un retard de livraison, à compter du 1^{er} jour de retard de livraison ;
- Un éventuel retard dans la résolution des pannes dans le cadre de la maintenance curative.

La mauvaise exécution ou l'exécution partielle des prestations équivalent à une non-exécution des prestations.

La mauvaise exécution, l'exécution partielle ou le retard dans l'exécution des prestations n'impliquant pas la résiliation du marché aux torts du titulaire, peuvent donner lieu à l'application de pénalités pour retard.

La pénalité est calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{400}$$

dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de livraison prévue ou par rapport à la date de la résolution des pannes prévues dans le cadre de la maintenance curative.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16 - Assurances

Avant la notification de l'accord-cadre ou du marché public, le titulaire devra justifier être assuré en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour le CNRS des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, dommages causés par tout événement et qui serait notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette assurance est souscrite auprès d'une compagnie d'assurance notoire et doit être maintenue pendant toute la durée du présent marché, elle couvrira entre autres :

- toute faute du titulaire ;

- les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;
- les coûts de mise en œuvre de mesures palliatives rendues nécessaires suite à l'incapacité du titulaire pour assurer les prestations qu'il est tenu d'exécuter dans le cadre du présent marché les actes de malveillance, etc.

Sur demande du CNRS, une attestation de la police souscrite et des justificatifs de renouvellement de ladite police devront être fournis.

17 - Clause de réexamen

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'accord-cadre peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, des modifications peuvent être apportées à l'accord-cadre d'un commun accord entre le titulaire et le CNRS, dans les cas suivants :

- **Des nouvelles prestations non prévues au BPU initial pourront être ajoutées, dès lors qu'elles sont en lien avec l'objet du marché.**

Cette modification pourra être proposée par le titulaire ou par le CNRS.

- **Des nouvelles prestations non prévues au devis listant les pièces de rechanges proposé par le titulaire du marché initial pourront être ajoutées, dès lors qu'elles sont en lien avec l'objet du marché.**

Cette modification pourra être proposée par le titulaire ou par le CNRS.

- **Les modifications pérennes de certaines clauses financières du marché : la périodicité de la révision des prix, la formule de révision, l'index de référence, la clause butoir et la clause de sauvegarde.**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières listées supra, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner. Il pourra alors geler temporairement la clause butoir et la clause de sauvegarde prévue au CCAP.

L'index de référence utilisée pour le calcul de la révision des prix pourra quant à lui être modifié si le titulaire démontre qu'il existe un index plus représentatif des prestations objet du marché.

Ces modifications pourront être proposées par le titulaire ou par le CNRS.

L'ensemble des modifications apportées à l'accord-cadre, en application du présent article, sera formalisé par voie d'avenant.

18 – Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser une réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'événement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur/ le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

19 – Force majeure

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché.

Les éventuelles indemnisations afférentes suivront la jurisprudence sur la force majeure.

Dans tous les cas de force majeure entraînant ou risquant d'entraîner une diminution, même momentanée, des prestations assurées par le titulaire, la Personne responsable du marché et le titulaire se concerteront pour adapter provisoirement le marché à cette situation.

Le titulaire devra aviser la personne responsable du marché de l'impossibilité de l'exécution totale ou partielle du marché, et de plus :

- l'informer par tout moyen des survenances du cas de force majeure, de la nature, du point de départ et de la durée estimée de l'événement, ainsi que de l'étendue du domaine affecté par cet événement ;
- confirmer dès que possible par écrit, l'avis ainsi donné ;
- prendre dans les meilleurs délais toute mesure appropriée en vue de remédier à cette situation et, en tout état de cause, d'en limiter les effets ;

- faire son possible pour respecter les obligations contractuelles.

Seront considérés comme cas de force majeure tout événement remplissant les critères fixés par la jurisprudence de la Cour de cassation.

L'exécution des obligations reprendra son cours normal dès que la force majeure aura cessée.

Toutefois, il est expressément convenu entre les parties que la grève des transports et la grève limitée aux établissements du titulaire ne constitue pas un cas de force majeure.

20 - Résiliation du contrat

20.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

21 - Règlement des litiges et langues

Toutes les contestations se rapportant au présent marché et qui ne peuvent être réglées à l'amiable entre les 2 parties seront soumises au Tribunal Administratif de Montpellier auquel les parties donnent attribution de compétence.

Tribunal Administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 MONTPELLIER CEDEX 2

Tél : 04 67 54 81 00

Télécopie : 04 67 54 74 10

Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

22- Dérogations

Les parties conviennent que, dès lors qu'une dérogation au CCAG est formulée de manière claire et non équivoque par un article du CCAP ou une autre pièce contractuelle, la circonstance que la dérogation elle-même ou l'article du CCAG auquel il est dérogé n'est pas mentionné par l'article dérogatoire et/ou récapitulé dans la présente liste ne saurait avoir pour effet d'écarter l'application de cette dérogation.

- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 21.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG – Fournitures Courantes et Services

